Faire la guerre au collectivisme, c'est là tout son programme et, pour décrocher la timbale électorale, ce qui, pour lui, est la seule et unique préoccupation, il escompte les capitulations des opportunistes, de ces républicains de pompille qui, à l'instar de Gribouille qui se jetait dans l'eau par crainte de l'orage, se jettent dans la réaction par crainte de la révolution, ne s'apercevant point qu'ils provoquent ainsi le fléau qu'ils cherchent à éviter.

Cependant les opportunistes ont, à l'heure actuelle un candidat, puisque le *Progrès* leur présente le citoyen Dugardin, candidat qui a au moins le mérite d'être républicain depuis longue date.

Mais non! le vrai candidat républicain c'est M. Fauchille, le seul et unique en son genre, celui que son le mutisme sur les questions scolaire et militaire, sur les lois de laïcisation et d'égalité républicaines, suffit à démasquer et prouverait les attaches avec la réaction cléricale et capitaliste à défaut de son origine, de ses relations, de sa fortune et de l'éducation jésuitique qu'il fait donner à ses enfants.

Et savez-vous quels sont les parrains qui donnent à ce candidat du même crû que M. Battet, l'estampille républicaine? Ce sont MM. Gayet, Dubron, Dubar, Acheray, Detroy, Gossart, Laurenge, Barrois, assistés de caméléons tels que MM. Hennart, Duhem, Danchin, Brackers d'Hugo et d'autres illustres politiciens auxquels leur valeur ne permet pas de sortir de l'ombre.

Honte aux traîtres de la République! A bas les faux républicains!

***

Les clichés de " l'Echo "

On se demande encore et toujours quel est le programme du Comité électoral de l'*Echo* qui s'intitule pompeusement « Comité républicain de gouvernement. »

Le journal des annonces allemandes nous le fait connaître en douze articles. Dans le premier il combat les doctrines du socialisme et du collectivisme en leur opposant la politique du coffre-fort et du bénitier; dans le troisième, il défend la liberté de conscience en soutenant un concordat qui oblige l'Etat républicain à subventionner les cultes et à payer des prêtres qui combattent la République et qui cherchent à dominer dans l'école et à l'atelier.

Dans le deuxième, il veut le fonctionnement de l'initiative privée, c'est à dire, si nous pouvons comprendre, le droit pour le patronat d'exploiter le travail comme il l'entend et de remplacer le plus possible la main d'œuvre par le machinisme sans se préoccuper des ouvriers que le progrès mécanique condamne à la misère extrême; dans le quatrième, il se préoccupe de rechercher les moyens pratiques d'améliorer le sort des ouvriers sans se prononcer sur une réforme quelconque, méritant ainsi le reproche qu'il fait aux socialistes de faire des déclarations vagues et trompeuses.

Dans le cinquième, il se propose de lutter de toutes ses forces contre l'écrasement du petit commerce et il ne demande, somme toute, que ce que les socialistes ont demandé depuis longtemps eux-mêmes, c'est-à-dire le droit commun, au point de vue de l'impôt appliqué aux grands magasins et aux coopératives. Il propose un impôt sur les économats patronaux alors que les socialistes plus logiques en veulent la suppression pure et simple.

Dans le sixième article, il se prononce pour une répartition plus équitable des charges fiscales, et il repousse le seul impôt qui atteindrait la richesse et soulagerait l'ouvrier et le petit capitaliste, c'est-à-dire l'impôt progressif sur le revenu.

Dans l'article sept, qui n'a rien du fameux article sept de Jules Ferry, le Comité de l'*Echo* déclare soutenir une politique économique qui est sans doute celle de M. Méline, la politique du pain cher, la politique douanière qui pèse si lourdement sur la classe ouvrière sans profit sur les petits cultivateurs, la politique qui ne profite qu'aux agioteurs, qu'à ceux qui spéculent sur le pacte de famine: voilà comment l'*Echo*, dont on connaît la rage contre les ouvriers qui réclament le droit à l'existence et l'ardente sympathie pour le gouvernement qui les fusille entend l'union du capital et du travail.

Dans l'article huit, l'*Echo* soutient les sociétés de vingt, les caisses de secours et de retraites que personne, du reste, pas même les socialistes, ne songent à combattre et dans son article neuf, il déclare vouloir conserver la prédominance du Sénat sur la Chambre issue du suffrage universel.

Dans les trois derniers articles, l'organe des bébés et des nourrices déclare qu'il défend les principes d'ordre et de gouvernement, qu'il veut maintenir les conquêtes démocratiques et qu'il répudie de toutes ses forces les doctrines internationalistes.

Si, avec toutes ces phrases creuses qui sont les clichés dont se servent préfets et ministres dans leurs discours de ballade, les électeurs ne sont pas contents, ils ne seront pas difficiles.

Et ces gens de l'*Echo* prétendent que les socialistes sont des phraseurs!

***

QU'ON SE LE DISE!

Avec sa bonne foi habituelle, la *Croix du Nord* prétend que notre ami Delory aurait déclaré « qu'il s'occuperait des rues particulières de Fives-St-Maurice, s'il était élu au Conseil général » et elle ajoute: « Mais cela, c'est de compétence municipale »

Nous savons que la jésuitique *Croix* ne s'effraie pas énormément d'un mensonge de plus ou de moins; mais elle ferait bien de ne pas y mettre tant de cynisme, car elle finira par se faire trop connaître. Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse.

Si Delory a été amené à parler des rues particulières, c'est lorsqu'il a énuméré l'œuvre accomplie par les socialistes à l'hôtel-de-ville.

Pour les nouvelles rues à ouvrir les allégations de la *Croix* ne sont pas plus exactes.

Nos amis ne font pas comme les administrateurs bourgeois, qui laissèrent ouvrir des rues à la fantaisie des propriétaires, ce qui fait qu'aujourd'hui, pour pouvoir mettre les dites rues en état de viabilité, il faut prévoir une dépense de plus de deux millions et demi.

Les conseillers socialistes exigent pour l'ouverture de nouvelles rues, que les propriétaires fassent *à leurs frais* les aqueducs, le pavage et les trottoirs, il suffira donc, pour que la ville ait des rues convenables, qu'elle prenne à sa charge la seule dépense de l'éclairage.

Tant qu'à la question de la place publique que Delory aurait, d'après la *Croix*, refusé de créer à Fives, le mensonge est encore plus grossier: ce n'est pas à la limite du faubourg, dans les champs, mais bien en pleine rue de Bouvines, que l'administration municipale actuelle a l'intention d'établir un square.

On voit combien la *Croix* est de mauvaise foi, et combien le mensonge lui coûte peu!

Qu'on se le dise!

***

LE TRAVAILLEUR FAUCHILLE

Les amis de M. Fauchille disent beaucoup de bien de lui. M. Duhem l'appelle « grand homme », par comparaison sans doute.

M. Dubar l'appelle avocat de valeur, et M. Dubar s'y connaît en « valeurs ».

Avocat éminent, jurisconsulte consommé, jamais homme n'a reçu une telle averse de louanges. Toute la ménagerie des avocats les lui prodigue,

Allons y aussi de notre petit compliment et constatons que le candidat de l'*Echo* ne fait pas de promesses qu'il ne puisse tenir.

A l'Alcazar jeudi, il a promis à ses auditeurs « d'étudier la question du tramway circulaire reliant Fives, St-Maurice et La Madeleine! »

Le malin sait très bien ce qu'il promet; il n'ignore pas que la question est résolue et que la municipalité a traité avec une compagnie pour un tramway qui, de la rue des Buisses va aux Docks-Vauban et traversant Fives, Moulin-Lille, Wazemmes, Esquermes et Vauban,

Voilà une promesse que M. Fauchille n'aura pas de peine à tenir.

C'est d'ailleurs une habitude chez ce « tourneur en paroles »; c'est elle qui l'a fait sortir de son trou pour défendre la République quand elle n'avait plus rien à craindre.

C'est le candidat de « *l'ouvrage toute faite* », comme dirait son ami Duhem.

LES REUNIONS PUBLIQUES

RUE DU FAUBOURG-DE-ROUBAIX

La salle de la réunion, à l'établissement du Château, était archi-comble, hier soir. De nombreux électeurs ont même été obligés de rester dans le jardin pour entendre les orateurs socialistes.

Après une allocution du citoyen CRÉPIN, président de la réunion, le citoyen DELORY a pris la parole.

Dans un langage clair et précis, le candidat du Parti ouvrier a exposé son programme et les réformes accomplies par la Municipalité socialiste lilloise.

Aux applaudissements de l'assemblée, il a ensuite réfuté énergiquement les arguments des adversaires, notamment sur la question des vidanges et la réception, à l'hôtel de ville, des délégués des diverses nations qui se rendaient au congrès de Londres, en 1896.

Les applaudissements qui ont accueilli les paroles de notre ami Delory ont prouvé que les électeurs ont fait beau jeu des rengaines des cléricaux Fauchille et Battet-Rogez.

Le citoyen DELESALLE, adjoint au maire, a ensuite prononcé un discours, souvent interrompu par de vifs bravos.

Tout d'abord, le sympathique adjoint au maire a donné lecture d'une dépêche de Maurice Allard, par laquelle le député du Var manifeste ses regrets de ne pouvoir se rendre à Lille, empêché qu'il est par la bronchite et la fièvre. Mais il engage tous les républicains à faire l'union sur le nom de Delory, contre les conservateurs ralliés.

Après quoi, Delesalle constate que les adversaires ne se trouvent jamais dans les réunions publiques pour faire leurs contradictions. Comme les hiboux, dit-il, ils attendent que la lumière soit tombée et les fenêtres bien close pour sortir de leur trou.

Il s'élève contre le clérical Danchin, qui, dans une réunion privée, a présenté les socialistes comme les ennemis de la famille. — Comment, nous, les ennemis de la famille, s'écrie Delesalle, nous qui avons fait les crèches, créé des pensions de vieillards à domicile! (Applaudissements prolongés).

L'orateur réfute ensuite les bien mauvais arguments de M. Duhem qui, toujours dans une réunion privée, a prétendu que la municipalité socialiste était une administration néfaste. Et que dit-il pour justifier son dire, ce M. Duhem? Que les cantines scolaires existaient avant l'administration actuelle, en sociétés privées; que les cuisines populaires existaient aussi sous la dénomination de fourneaux économiques et que la création d'un service municipal de vidanges gratuites était une mauvaise opération.

Delesalle s'étend longuement sur ces trois questions et démontre la mauvaise foi de M. Duhem et des membres de la minorité du Conseil municipal.

Ce n'est pas une continuation des services des fourneaux économiques et des cantines scolaires que nous avons faite, dit l'orateur, mais une transformation. (Applaudissements). Et en admettant que ça n'aurait été qu'une continuation, est-ce que pour cela l'Administration municipale serait une administration néfaste? (Applaudissements).

Sur la question des vidanges, Delesalle démontre les avantages qu'en retireraient les habitants et la Ville.

Il s'étend ensuite sur les questions des tramways et des rues particulières.

Dans une chaude péroraison, il fait ressortir les réelles qualités et aptitudes de Delory, comme maire, comme président impartial du Conseil municipal et comme administrateur.

Aucun républicain ne pourra voter pour les réactionnaires Fauchille ou Battet-Rogez, et Delory sera élu au premier tour.

Après un appel en vain aux contradicteurs, le président met aux voix un ordre du jour en faveur de la candidature Delory qui est adopté à l'unanimité.

La séance est levée au cri de vive la République démocratique et sociale!

***

AU GRAND SAINT-ESPRIT

C'est le citoyen Bonduel qui demande, dès huit heures et demie, à constituer le bureau que l'assemblée compose comme suit: président, le citoyen Picavez et assesseurs les citoyens Genson et Georges Delezenne.

Le citoyen Delesalle, qui parle le premier, réfute avec facilité et éloquence les calomnies des adversaires cléricaux et expose aux applaudissements répétés de l'assemblée l'œuvre républicaine et socialiste de la Municipalité.

L'orateur, après avoir disséqué les candidatures Battet et Fauchille, montre la valeur et le caractère de la candidature du citoyen Delory. Les cléricaux voteront pour Battet, les républicains anticléricaux qui n'ont pas encore de sympathie pour le socialisme voteront pour le républicain Dugardin et les socialistes et républicains avancés voteront pour Delory, mais aucun républicain digne de ce nom ne devrait voter pour l'équivoque et le mensonge que représente le candidat Fauchille.

Notre ami Delesalle, qui doit se rendre tout de suite à la réunion de la rue du Faubourg-de-Roubaix, obtient un grand succès.

Le président, après avoir fait appel à la contradiction, donne la parole au citoyen H. Ghesquière qui, immédiatement fait justice de l'épithète d'ennemis de la famille que les cléricaux prodiguent aux socialistes en développant l'œuvre de solidarité sociale accomplie depuis deux ans par la Municipalité républicaine socialiste.

L'orateur fait aussi justice des épithètes idiots de sans patrie, de destructeur de la propriété, du petit commerce et de la patrie avec un tel accent de vérité et d'éloquence qu'il se fait applaudir avec enthousiasme par toute l'assistance.

Notre ami Delory, retour de la réunion de la rue du Faubourg-de-Roubaix où il a obtenu un très grand succès, explique pourquoi il a reçu les délégués ouvriers des autres pays à l'Hôtel de Ville, ce qu'il a fait avec l'aide de la majorité au Conseil municipal, ce qu'il fera au Conseil général si les électeurs du canton Nord-Est de Lille lui donnent leur confiance et termine en déclarant qu'il emploiera toujours ses efforts à l'émancipation politique et sociale de la classe ouvrière.

Le sympathique candidat socialiste obtient le plus vif succès.

Le président fait à nouveau un inutile appel à la contradiction et met aux voix l'ordre du jour suivant qui est adopté à l'unanimité des deux cents électeurs qui s'entassaient dans l'estaminet du Grand St-Esprit, moins la voix d'un jeune démocrate-chrétien qui venait d'arriver dans la réunion et qui n'avait pas entendu les orateurs socialistes.

« Les électeurs réunis à l'estaminet du « Grand Saint-Esprit », place des Reignaux, après avoir entendu les explications et le programme du Parti Ouvrier, s'engagent à voter et à faire élire le citoyen Delory comme conseiller général du canton Nord-Est de Lille. »

Bonne soirée de propagande socialiste dans ce coin de la ville réfractaire au Parti ouvrier.

RÉUNIONS PUBLIQUES

— Le samedi 18 juin, à MONS-EN-BARŒUL, café de la Mairie, à 8 heures du soir, réunion publique avec le concours des citoyens G. DELORY, maire de Lille, et Eugène FOURNIÈRE, député de l'Aisne, secrétaire du groupe socialiste de la Chambre, sous la présidence du citoyen Daudanthun, maire de Mons-en-Barœul.

LILLE. — Réunions publiques et contradictoires ce soir, samedi 18 juin, à huit heures:

Chez Durot, rue de Philadelphie, 43, avec le concours d'H. GHESQUIÈRE.

Chez Duplanchon, au Pont-du-Lion-d'Or, avec le concours de FERRAND.

Chez Devos, rue Guillaume-Werniers, avec le concours de RENARD.

Au Château-d'Eau, rue de la Louvière, avec le concours de RACHEBOOM.

Chez Fremaux, 56, rue des Guinguettes, avec le concours de VANDAELE.

Chez Pontois, rue Saint-Gabriel, avec le concours de SAMSON.

Chez Louis Sadoine, rue de Bouvines, au St-Eloi, avec le concours de POULET.

L'ELECTION DU CATEAU

Jeudi le candidat du Parti ouvrier, notre ami Siauve-Evausy a visité trois communes importantes du canton du Cateau: Beaumont, Inchy et Troisvilles.

A BEAUMONT, où le plus sympathique accueil lui a été fait, Siauve s'est borné à des visites personnelles car il devait donner le soir même à INCHY, commune voisine, une grande conférence publique et contradictoire où les électeurs de Beaumont étaient conviés.

***

A INCHY-BEAUMONT

Après avoir rendu visite aux électeurs d'Inchy, comme il l'avait fait à Beaumont Siauve est informé que M. Nicolas Richez, propriétaire de la salle de réunion se refuse à en ouvrir les portes et que le maire *ne veut pas délivrer récépissé de la déclaration de conférence!*

Siauve est, d'abord, reçu par Madame Richez qui rejette sur son époux le refus d'ouvrir les portes de la salle.

Très courtois, le candidat socialiste — qui sait quelles influences sont intervenues! — déclare que la réunion aura lieu quand même, dans la rue, à la porte et à la barbe de M. Richez.

Puis, accompagné du citoyen Devraigne qui vient d'arriver, notre rédacteur en chef se rend chez le maire d'Inchy.

— Pourquoi, M. le Maire, refusez-vous de donner récépissé de la déclaration de réunion que vous avez reçu? C'est une inégalité, cela, dit Siauve.

— Je veux, répond M. le Maire, qu'on me garantisse l'ordre et j'ai demandé à M. Adias, votre ami, de me le garantir. Il s'y est refusé.

— Il a eu raison car il aurait empiété sur vos attributions. C'est à vous M. le Maire qu'incombe le soin d'assurer l'ordre dans la commune que vous administrez.

... Et le Maire, vraiment très aimable, accable Siauve de protestations de loyauté!

Notre ami se retire en le remerciant et après lui avoir dit:

— « Par tous les moyens on a voulu nous empêcher de parler ici. Nous parlerons quand même. On nous a fermé les portes de la salle Richez; c'est *dans la rue* que nous ferons notre conférence et, ma foi, si votre administration m'est hostile jusqu'au bout, elle me fera dresser contravention que j'aurai méritée. Nous nous défendrons. »

LA RÉUNION

Quatre cents personnes attendent Siauve aux alentours de la salle Prichez où déjà Rassel s'est rendu.

La réunion en plein air commence aussitôt et, successivement, Rassel, Devraigne et Siauve flétrissent les procédés de leurs adversaires et exposent aux applaudissements de leur auditoire le programme du Parti Ouvrier.

La nuit tombe quand, au milieu d'acclamations frénétiques, nos amis quittent Inchy pour se rendre à Troisvilles.

***

A TROISVILLES

Quelle belle réunion! Quel enthousiasme! Ils sont là plus d'un millier, hommes et femmes, acclamant Rassel, *leur député*, et Siauve, leur candidat au Conseil général.

C'est du délire!

RASSEL prononce un discours vibrant, haché par les bravos.

— « Voter pour mon ami Siauve, répète-t-il, c'est voter pour moi, c'est voter contre Morcrette! »

Et l'on applaudit à tout rompre.

DEVRAIGNE succède à Rassel et fait l'éloge de Siauve, « un désintéressé, dit-il, et un dévoué aux intérêts de la Classe Ouvrière. »

SIAUVE-EVAUSY parle ensuite. Plein d'émotion communicative, son discours empoigne littéralement cette assistance, malgré la fatigue de l'orateur qui, depuis neuf jours, déploie une force et une énergie étonnantes.

Pendant trois quarts d'heure, notre ami occupe la tribune, interrompu seulement par les cris de: « Vive Siauve! Vive le Parti Ouvrier! »

Et la réunion est depuis longtemps finie que les rues de Troisvilles, où déambulent des gendarmes paisibles, retentissent encore des cris de: « Vive Siauve! »

Les conférenciers ont été accompagnés jusqu'à la limite de la commune par une foule que l'on peut évaluer à plus de 500 personnes.

Siauve aura une grosse majorité à Troisvilles comme à Inchy.

F. V.

***

A NEUVILLY

Hier soir, vendredi une superbe réunion a eu lieu à Neuvilly avec le concours de Zévaès, député de Grenoble et Benezech, député de Montpellier. Siauve venant de St-Benin, Montay et Mazinghien où il a été fort bien reçu, a été chaleureusement acclamé à Neuvilly où on le connaissait déjà.

Le 22 mai dernier, Neuvilly donna la majorité à Rassel; il la donnera dimanche prochain à Siauve.

***

L'ACTION SOCIALISTE AU CATEAU

En résumé, Siauve a personnellement visité, jusqu'à ce jour, seize communes, sur les dix-huit que compte le canton du Cateau.

Il terminera demain sa tournée électorale et pas un électeur n'aura perdu l'occasion de le voir et de s'entendre.

Mais, contre lui toutes les forces administratives, conservatrices sont liguées qui essayent de dénaturer le caractère de sa candidature.

Peine perdue! Siauve passera avec une forte majorité, car non seulement il a conquis la classe des travailleurs, mais aussi parce que les travailleurs, volés de leurs bulletins, veulent venger Rassel et, *souffleler*, dans le scrutin de dimanche, l'élu de la fraude, M. Morcrette-Ledieu.

Vive Siauve!

Vive le Parti ouvrier!

F. VASSEUR.

***

LA QUEUE EN TROMPETTE

Le *Journal de Caudry* s'on va-t-en guerre. La queue en trompette (d'artillerie), semblable au touteu qui trottine derrière une appétissante congénère, il marche gaiement à la conquête d'une nouvelle élection réactionnaire.

Nous ne lui en voulons pas, au contraire; sa conduite l'honore; il paie une dette de reconnaissance.

En effet, M. Martinet et son *Comité d'Inaction pour les Réformes Républicaines* ont tout fait contre l'ami Rassel dans le journal *La Démocratie*, par propagande écrite et parlée, si bien qu'aujourd'hui M. Morcrette leur en témoigne toute sa gratitude.

Les journaux: l'*Eclaireur*, le *Journal de Caudry* et le *Petit Caudrésien*, trois têtes sous le même bonnet réactionnaire, soutiennent en ce moment la candidature de M. Martinet.

Le *Journal de Caudry* du 16 juin, répandu à foison dans le canton du Cateau, a la charge unique de M. Morcrette-Ledieu, est *tout en faveur* de M. Martinet; il est *muet* sur la candidature de M. Lefebvre, l'ennemi personnel de M. Martinet: il est surtout *contre* la candidature socialiste de Siauve et contre Rassel.

D'où nous concluons que:

M. Martinet, jadis radical, s'est ravalé au rang des modérés et des ralliés, puisqu'il est patronné par M. Morcrette;

Que M. Martinet, jadis anticlérical devient calotin puisqu'il est soutenu par des journaux monarchistes, cléricaux et réactionnaires;

Qu'une trêve est conclue entre MM. Martinet et Lefebvre, puisque le *Journal de Caudry* ne combat pas l'ancien officier d'artillerie.

Mais en revanche, derrière MM. Morcrette, Martinet et Lefebvre, cette trilogie de personnages hostiles entre eux, Jean Populo devine l'alliance du capitalisme contre le prolétariat.

Aussi leur enverra-t-il, dimanche, au bon endroit, le vigoureux coup de pied que méritent ces fumistes qui n'ont au cœur d'autre amour que celui du million bien qu'ils protestent journellement de leur dévouement au peuple.

Et dimanche soir, MM. Morcrette, Martinet et Lefebvre, suivant religieusement la pieuse bannière du *Journal de Caudry* s'en retourneront piteusement dans la position caractéristique des chiens qui ont ont peur.

Devinez laquelle.

E. WINCKEL.

***

LES COCHONS!

Le patriotique M. Charles Lefebvre, ancien officier d'artillerie, se rappelle-t-il cet épisode de juillet 1896?

Accompagné de quelques crapules de bas étage plutôt à l'affût de chopes à boire que d'une manifestation politique, l'un des fervents de sa candidature a promené par la ville, dans une voiture de louage, deux cochons portant au cou... des rubans tricolores.

Le fameux candidat républicain libéral avait déjà, sous prétexte de patriotisme, traîné le drapeau français par les sentiers étroits des haines personnelles et déchiré son uniforme aux épines de la lutte électorale.

Ses compagnons le dépassèrent en turpitude: ils osèrent profaner les couleurs nationales en les liant au cou de... deux cochons!

Cette dégoutante manifestation valut au lieutenant Lefebvre huit jours de prison que lui infligea le simple bibi de l'armée démocratique qui signa et signe encore

E. WINCKEL.

***

RÉPONSE IMMÉDIATE

L'Avenir ne manquera pas de protester contre l'article ci-dessus en criant à tous les échos que les socialistes renient le drapeau tricolore pour se ranger sous la loque rouge.

Nous allons au-devant de l'objection en affirmant que le drapeau tricolore est notre drapeau à tous, mais que la bannière rouge est l'emblème d'un parti économique, le nôtre, comme l'oriflamme blanche est l'insigne des adorateurs du Sacré-Cœur, et le drapeau jaune celui du Pape.

D'ailleurs, nous avons vu des bannières rouges au sommet des mâts de cocagne échelonnés, il y a huit jours, sur l'itinéraire que devait parcourir la procession, et M. Lefebvre n'a pas protesté.

Les Compagnies de chemin de fer se servent du drapeau rouge, pour arrêter les trains;

Certains généraux adoptent le fanion rouge comme signe de ralliement;

Et M. Lefebvre ne proteste pas!

Nous nous abritons sous le drapeau tricolore avec autant sinon plus d'amour, d'ardeur et de conviction que lui-même, mais pas dans la peau des... personnages qui le portaient le 28 juillet 1896.

Nous laissons ce rôle à l'ancien officier d'artillerie.

E. WINCKEL.

***

COMBATS DE GÉANTS

Nos adversaires Lefebvre et Martinet se flanquent mutuellement leurs millions à la tête.

— « Vous êtes un *millionnaire*, disent les *républicains* (tout court) à Charles Lefebvre.

« Degrémont est un *millionnaire*, riposte Charles Lefebvre.

« Charles Lefebvre est *doublement* millionnaire, clame un *groupe d'électeurs* du camp de M. Martinet.

C'est amusant comme tout d'entendre remuer tant de millions quand on a le ventre creux et la poche vide.

Aussi les vrais démocrates assistent-ils impassibles à cette lutte entre géants capitalistes; mais dimanche, à l'assaut final, les prolétaires sauteront en masse dans l'arène, en chasseront les combattants dorés sur toutes les coutures et y installeront fièrement le candidat du Parti pauvre, du Parti ouvrier, notre ami Siauve.

Rira bien qui rira le dernier.

La paume vous revient, prolétaires; sachez l'obtenir; point n'est besoin pour cela de grandes batailles; vous êtes le nombre, vous n'avez qu'à vous présenter et, comme César, vous serez vainqueurs.

E. W.

***

ONCLE ET NEVEU

M. Gosset, candidat aux récentes élections législatives, est le neveu de M. Martinet.

M. Martinet, candidat au Conseil général, est l'oncle de M. Gosset.

L'un est radical; l'autre l'est aussi.

M. Martinet a patronné M. Gosset; M. Gosset patronne M. Martinet.

Rappelons-nous que M. Gosset avait pris à Ligny l'engagement de se désister en faveur de Rassel et que, lorsque s'est présenté le moment de tenir sa promesse M. Gosset a lâché pied en déclarant, par la voix de la Démocratie, qu'il serait *encore plus regrettable* de voir notre circonscription représentée par notre camarade Rassel que par le frauduleux et clérical Morcrette.

Ainsi fit le neveu.

Ainsi fera l'oncle.

Avec Siauve il n'y a pas de doute. Il est des nôtres depuis toujours, il est des nôtres pour toujours. Lui seul mérite la confiance des pauvres et des opprimés; lui seul sera l'élu de la grande masse des prolétaires que compte notre canton.

E. W.

***

NOS FORCES

Les forces socialistes, la grande armée prolétarienne ne se compose pas seulement de la masse des travailleurs. Elle comporte d'autres éléments; les désillusionnés, les mécontents, les révoltés, les commerçants gênés, les patrons embarrassés.

Le petit commerçant, le petit patron s'il vient au socialisme, *c'est après faillite, ou parce que la faillite est proche.*

Ces lignes dûment soulignées à mon intention sont extraites du *Cambresis* du 22 mai dernier, page 2, 5e colonne.

Rien n'est plus exact. Aussi, allons-nous faire tendre tous nos efforts à convertir au socialisme les petits commerçants, les petits patrons, avant l'échéance fatale. Nous les convertirons avant la culbute en leur exposant que leurs intérêts seraient mieux gardés et mieux défendus par de modestes commerçants, d'humbles travailleurs que par des millionnaires qui s'occupent plutôt de noces et festins que des affaires publiques.

Et nous allons leur servir quotidiennement un petit plat de notre façon qui ne sera pas piqué des vers... de genièvre.

Car personne n'est plus expérimenté, plus convaincu que celui qui a subi l'épreuve.

E. WINCKEL.

***

LA VICTOIRE EST CERTAINE

Le succès de notre ami Siauve est assuré si tous les vrais démocrates qui, le 22 mai, ont voté pour le camarade Rassel reportent leurs voix sur notre rédacteur en chef;

Et surtout si les 132 voix radicales progressistes, perdues le 22 mai, sur le nom de M. Hennape s'ajoutent aux précédentes.

Nous adressons, au nom de M. Hennape *et avec son autorisation*, un pressant appel à ces 132 citoyens et nous les prions instamment de se prononcer en faveur du candidat que nous patronnons nous-mêmes.

Des trois candidats en présence, un seul est vraiment, sincèrement républicain: c'est le citoyen Siauve.

Les deux autres ne sont que des modérés, des mélinistes, des candidats du pain cher et de la concentration à droite.

Le salut est à gauche, souvenez-vous-en.

E. WINCKEL.

***

SIAUVE ET RASSEL

Le « dernier jeu » des adversaires du Parti ouvrier consiste à opposer Siauve à Rassel — et réciproquement.

C'est, du moins, ce qu'a fait dans son dernier numéro, et longuement, le *Nouveau Journal de Caudry* qui, soit dit entre parenthèses, charge furieusement contre Siauve, car, organe de Morcrette-Ledieu, il n'admet pas qu'on proteste contre l'élection de celui-ci.

Le *Nouveau Journal de Caudry* s'est attiré la lettre suivante du citoyen Siauve qui a voulu ainsi couper court à des insinuations, habiles peut-être, mais souverainement mensongères:

Le Cateau, 19 juin 1898.

A Monsieur le rédacteur en chef du *Nouveau Journal de Caudry*,

Monsieur,

Dans le numéro que vous consacrez à ma candidature au Conseil général, entre beaucoup d'erreurs, il s'en est glissé quelques-unes que je demande à votre confraternité la permission de relever.

Vous dites:

« Jusqu'au deuxième tour, *jusqu'à ce qu'ils aient eu la main forcée*, le *Réveil du Nord* et le Parti Ouvrier Français *se sont refusés à reconnaître Rassel comme un des leurs.* »

Je comprends tout l'intérêt que les amis de MM. Martinet et Morcrette, hier divisés et maintenant unis contre le Parti ouvrier, ont à éloigner de moi les suffrages qui ont assuré à Rassel une si belle majorité dans le canton du Cateau, mais il est des moyens contre lesquels l'évidence même proteste.

J'espère donc que vous m'accorderez l'hospitalité de vos colonnes pour déclarer:

1° Que chargé, avant la période électorale législative, pour le Comité Fédéral du Parti ouvrier, d'un rapport sur les candidatures Farjat et Rassel, *j'ai conclu à l'adoption de la candidature Rassel.*

2° Que dans la liste des candidats du *Réveil du Nord*, le nom de Rassel a figuré le même jour que celui de Jules Guesde;

3° *Qu'avant le premier tour de scrutin*, j'ai, dans un premier Lille, chaudement recommandé la candidature Rassel;

4° Enfin qu'au cours de la campagne électorale, j'ai donné, en faveur de Rassel, deux conférences publiques et contradictoires, — une à Caudry, l'autre à Neuvilly.

Avec mes remerciements anticipés pour l'insertion de cette rectification à vos allégations erronées,

Je vous prie d'agréer, etc...

G. SIAUVE-ÉVAUSY.

INFORMATIONS

Agression contre un Consul d'Espagne

Oloron, 17 juin.

Une tentative d'assassinat a eu lieu, hier après-midi, au consulat d'Espagne.

Un aborrisste pénitentiaire qui, sous le prétexte de faire viser une pièce, s'était présenté devant le consul, M. de Vedria, lui a soudain impérieusement demandé 20 fr. en le menaçant d'un poignard.

Le consul parlementa avec l'individu pendant quelques instants et parvint à faire prévenir deux agents de police qui, après une courte lutte, s'emparèrent du malfaiteur.

VICTIMES DE LA FOUDRE

Le Puy, 17 juin.

Au cours d'un orage d'une extrême violence à Vedrines (commune de Vieille-Brioude), quatre personnes ont été contraintes de se réfugier dans une cabane abandonnée.

La foudre, en tombant sur la cabane, a tué les nommés Jules Tourette, âgé de 35 ans, et Pierre Ferrand, âgé de 34 ans. Un troisième a eu les jambes carbonisées.

On craint qu'il ne survive pas à ses blessures.

Dernière Heure

LA CRISE MINISTÉRIELLE

Paris, 17 juin.

Ainsi qu'il a été annoncé, M. Ribot a conféré dans la soirée avec son doyen particulier avec les membres du comité du groupe des progressistes, MM. Dupuy, Leygues et Poincaré.

M. Jonnart, indisposé, n'assistait pas à la conférence qui a duré de 9 heures à 11 heures et demie.

La discussion a porté sur les membres du Parlement auxquels M. Ribot pourrait être amené à faire appel et sur les points principaux du programme à élaborer.

Des observations ont été échangées sur diverses questions dont le ministère aurait à s'occuper: impôt sur le revenu, caisse de retraites pour la vieillesse, loi sur les successions, réforme de la méthode du travail parlementaire, etc.

Aucune décision ferme n'a été prise.

M. Ribot verra demain matin MM. Peytral et Barrien et continuera ses démarches dans l'après-midi; il dira dans la soirée à M. Faure s'il accepte ou non de former le Cabinet.

LES ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE

Berlin, 17 juin.

Le nombre des résultats connus, cet après-midi, est de 274.

On a eu 48 conservateurs, 9 candidats du parti de l'Empire, 63 candidats du centre, 4 antisémites, 4 libéraux-nationaux, 2 candidats de l'union libérale, 27 socialistes, 5 Polonais, 1 Danois et 4 guelfes (Hanoviriens).

Il y a 186 ballottages, auxquels prennent part: 34 conservateurs, 16 candidats du Parti de l'Empire, 26 candidats du centre, 5 antisémites, 35 libéraux nationalistes, 4 candidats de l'union libérale, 29 du parti libéral démocratique, 9 du parti démocratique allemand, 7 agrariens, 75 socialistes, 7 guelfes et 3 Danois.

La Guerre Hispano-Américaine

La Havane, 17 juin.

Le gouverneur de Santiago télégraphie que les américains ont lancé mille projectiles; quelques obus espagnols ont atteint les bâtiments ennemis.

Les Espagnols ont eu 3 morts et 21 blessés dont deux officiers.

L'escadre espagnole n'a pas souffert du bombardement.

Suivant un bruit qui court, l'amiral Camara irait à Boston et bombarderait quelques ports des Etats-Unis.

GRAVE AFFAIRE

Tours, 17 juin.

Un homme du 3e cuirassiers, malade à la suite de la distribution de la mauvaise viande de conserve, est décédé.

L'abondance des matières nous oblige de renvoyer à demain la publication de notre intéressant feuilleton LES DEUX GOSSES.

Les Employés de Chemin de Fer

Réunion aux Sans-Souci. — Magnifique discours du citoyen Guérard.

Trois cents employés de chemin de fer étaient réunis jeudi soir aux Sans-Souci. Le conducteur, chef de train COMTE a été nommé président, les employés ALAVOINE et VANECKOUT, assesseurs. Etaient présents, les citoyens Ghesquière, Guffroy, Delesalle, Debierre, qui avaient répondu à l'appel du syndicat.

M. Paul Rogez, député, en ce moment à Paris, avait envoyé une lettre d'excuse au Syndicat.

Le citoyen Delory, excusé d'abord par le président comme retenu dans une réunion électorale, est arrivé au milieu de la conférence.

Discours de Guérard

Dès son apparition à la tribune, le secrétaire général du Syndicat des Chemins de fer est très applaudi. Il rappelle qu'il est déjà venu il y a deux ans, et que depuis cette époque trois cents employés se sont syndiqués. Il en attend d'autres.

Le citoyen Guérard adresse de vifs reproches aux égoïstes qui refusent d'entrer au Syndicat, espérant profiter quand même des résultats obtenus, et aux indifférents, toujours satisfaits de leur sort, quel qu'il soit. Le seul moyen d'obtenir satisfaction est de serrer les rangs et d'être de plus en plus nombreux.

La grève n'est pas pour nous un but; c'est un moyen qui ne pourrait être employé qu'après la conciliation et la légalité épuisées. Les travailleurs des chemins de fer sont libres, comme tous autres citoyens, de céder leur travail aux conditions qui leur semblent bonnes.

Ils réclament la diminution des heures de travail, l'augmentation du salaire l'amélioration des retraites, mais pas